



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 27 AOUT 1904.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2545

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 22 août 1904, de nommer MM. Aldéric Guilbault, entrepreneur, Philémon Laniel, cultivateur, et Jean-Baptiste Legault, marchand, conseillers de la municipalité du village de Sainte-Geneviève, comté de Jacques-Cartier, en vertu des dispositions des articles 326 et 327 du code municipal. 2797

Proclamation

Canada }
Province de Québec. } L. A. JETTE.

[L. S.]
EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus

PROVINCE OF QUÉBEC

QUEBEC, SATURDAY, 27th AUGUST, 1904.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2546

Appointment

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 22nd of August, 1904, to appoint Messrs. Aldéric Guilbault, contractor, Philémon Laniel, farmer, and Jean Baptiste Legault, merchant, councillors of the municipality of the village of Sainte Geneviève, county of Jacques Cartier, in virtue of the provisions of articles 326 and 327 of the municipal code. 2798

Proclamation

Canada, }
Province of Québec. } L. A. JETTE.

[L. S.]
EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Québec, and the Mem-

pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le QUINZIEME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent quatre, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le QUINZIEME jour du mois d'AOUT mil neuf cent quatre, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de lavis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGT-QUATRIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : Témoin, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce TROISIEME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent quatre, et dans la quatrième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.
Québec.

2163

ERRATUM.—A la page 1239, du 20 août 1904, vente de propriétés, il faut lire Léonidas Picard, au lieu de Léandre Picard ; et à succession Forest, il faut lire \$28.00 pour taxes d'école, au lieu de \$38.25 pour taxes d'eau ; et montant total \$70.50 au lieu de \$80.65. 2837

Avis du Gouvernement

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné ayant transmis au département de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le sousigné autorise la formation de ce cercle, qui est par les présentes constitué en corporation.

Dans le comté de Beauce, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant :

"Cercle agricole de la municipalité de la partie nord du canton Metgermette."

G. A. GIGAULT,
Sous-ministre de l'Agriculture.
Québec, 23 août 1904. 2799

bers elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the FIFTEENTH day of the month of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and four, you and each of you.—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the FIFTEENTH day of the month of AUGUST, one thousand nine hundred and four, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear ;

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWENTY FOURTH day of the month of SEPTEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this THIRD day of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and four, and in the fourth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS
Clerk of the Crown in Chancery.
Québec.

2164

ERRATUM.—Page 1239, of the 20th of August, 1904, sale of real estate, read Léonidas Picard instead of Léandre Picard ; and at estate Forest, read \$28.00 for school taxes, instead of \$38.25 for water rates ; and the total amount \$70.50 instead of \$80.65. 2838

Government Notice

DEPARTMENT OF AGRICULTURE.

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorizes the formation of this club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Beauce, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmers' club of the municipality of the north part of township Metgermette."

G. A. GIGAULT,
Deputy Minister of Agriculture.
Quebec, 23rd August, 1904. 2800

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, par Joseph Edouard Murdock McKenzie, notaire public, demeurant et pratiquant en la paroisse de Saint-Gervais, comté de Bellechasse, district de Montmagny, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Edouard Murdock McKenzie, en son vivant pratiquant au même endroit, conformément aux dispositions du code du notariat.

2609.4 JOS. BOIVIN,
Sous-secrétaire de la province.

Québec, 9 août 1904.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité du canton de Garthby, comté de Wolfe, pour obtenir l'autorisation de ne publier tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité, en langue française seulement.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième publication du dit avis.

2645.2 AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Pamphile Laplante, notaire public, demeurant et pratiquant en la paroisse de Saint-Stanislas de Kostka, comté et district de Beauharnois, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Jean-Baptiste Laplante, en son vivant pratiquant au même endroit, conformément aux dispositions du code du notariat.

2403.5 AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole de la municipalité de la partie Nord du canton Metgermette, comté de Beauce, n'ayant pas fonctionné depuis au delà de deux ans, est déclaré dissous conformément à l'article 1675qq des statuts refondus de la province de Québec.

G. A. GIGAULT,
Sous-ministre de l'Agriculture.
Québec, 17 août 1904. 2735

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole de la municipalité du canton Wolfe, comté de Terrebonne, n'ayant pas fonctionné depuis au-delà de deux ans, est déclaré dissous conformément à l'article 1675qq des statuts refondus de la province de Québec.

Québec, 18 août 1904. 2751

sud du canton Whitton."

G. A. GIGAULT,
Sous-ministre de l'Agriculture.
Québec, 15 août 1904. 2711

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Québec, by Joseph Edouard Murdock McKenzie, notary public, residing and practising in the parish of Saint Gervais, county of Bellechasse, district of Montmagny, by which he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Edouard Murdock McKenzie, in his lifetime practising in the same place, in virtue of the provisions of the notarial code.

2610 JOS. BOIVIN,
Deputy Provincial Secretary.

Québec, 9th August, 1904.

Notice is hereby given that an application has been presented to the Lieutenant Governor in council, by the municipality of the township of Garthby, in the county of Wolfe, to obtain the authorization to publish in the french language only, all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second publication of the said notice.

2646 AMD. ROBITAILLE,
Provincial Secretary.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Québec, by Pamphile Laplante, notary public, residing and practising in the parish of Saint Stanislas de Kostka, county and district of Beauharnois, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Jean Baptiste Laplante, in his lifetime notary practising at the same place, in-virtue of the provisions of the notarial code.

2404 AMD. ROBITAILLE,
Provincial Secretary;

DEPARTMENT OF AGRICULTURE.

Public notice is hereby given that the farmers' club of the municipality of the North part of the township of Metgermette, county of Beauce, not having been in working order since upwards of two years, is declared to be dissolved, pursuant to article 1675qq of the revised statutes of the province of Québec.

G. A. GIGAULT,
Deputy Minister of Agriculture.
Québec, 17th August, 1904. 2736

DEPARTMENT OF AGRICULTURE.

Public notice is hereby given that the farmers' club of the municipality of the township Wolfe, county of Terrebonne, not having been in working order since upwards of two years, is declared to be dissolved, pursuant to article 1675qq of the revised statutes of the province of Québec.

G. A. GIGAULT,
Deputy Minister of Agriculture.
Québec, 18th August, 1904. 2752

part of the township Whitton."
Québec, 15th August, 1904. 2712

ÉTAT des recettes et paiements de la province de Québec pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1904, tel que requis par une résolution de l'Assemblée Législative du 11 décembre 1895.

RECETTES.		—	—
Dominion du Canada.....			\$1,282,042 08
Terres, Mines et Pêcheries.....			1,360,855 72
Administration de la justice, fonds de bâtieses et jurés, timbres judiciaires, honoraires, etc.....			249,799 90
Licences—Hôtels, boutiques, etc.....			705,338 98
Taxes directes sur les corporations commerciales.....			260,545 88
Droits sur les successions.....			449,532 47
Entretien d'aliénés.....			92,094 07
Ecoles de réforme et d'industrie.....			23,400 23
Gazette Officielle de Québec.....			14,590 40
Législation.....			13,452 88
Timbres d'enregistrement.....			71,898 70
Intérêt sur le prix du Chemin de Fer Q. M. O. & O.....			305,024 74
Intérêt sur prêts et dépôts.....			12,062 37
Taxes sur les subventions de chemin de fer.....			9,415 39
Revenus inférieurs.....			30,632 73
			\$4,880,686 54
Produit des ventes de propriétés.....			23,555 65
Re Emprunt de l'Asile de Beauport, Sœurs de la Charité.....			1,000 00
Palais de Justice de Sherbrooke.....			15,000 00
			\$4,920,242 19
Fonds en fidéicommis.....			74,876 07
			\$4,995,118 26
RECETTES TOTALES			
DEPENSES.		—	—
Dette publique.....			\$1,607,902 41
Législation.....			233,705 01
Gouvernement Civil.....			273,915 12
Administration de la Justice.....			593,102 21
Police.....			27,791 25
Inspection des Bureaux Publics.....			7,942 42
Instruction Publique (y compris "Ecoles du soir").....	\$463,390 00		
Institutions Littéraires et Scientifiques.....	1,199 50		
Arts et manufactures.....	15,000 00		
			479,589 50
Travaux et Edifices Publics :			
Ordinaire.....	136,519 43		
Extraordinaire.....	50,500 00		
			187,019 43
Agriculture.....			247,850 00
Terres, Mines et Pêcheries.....			213,802 03
Colonisation.....			136,000 00
Immigration.....			4,250 00
Institutions de bienfaisance.....			45,210 75
Asiles d'aliénés.....			365,825 00
Ecoles de réforme et d'industrie.....			58,650 36
Charges sur revenu.....			179,783 78
Services divers.....			121,417 58
Fonds de bâtieses et jurés. Paiements faits par les shérifs avec les collections.....			11,712 39
			\$4,795,469 24
Partie de la vente du terrain de la Compagnie de l'Exposition de Montréal.....			36,130 17
Palais de Justice de Sherbrooke.....			25,390 46
			\$4,856,989 87
Fonds en fidéicommis et dépôts.....			35,022 87
Subsides de chemins de fer et construction du Q. M. O. et O.....			112,090 33
			\$5,004,103 07
DEPENSES TOTALES			

STATEMENT of the receipts and expenditure of the Province of Quebec for the fiscal year ending 30th June, 1904; as required by resolution of the Legislative Assembly of the 11th December, 1895.

RECEIPTS.		—	—
Dominion of Canada.....			\$1,282,042 08
Lands, Mines and Fisheries.....			1,360,855 72
Administration of Justice, building and jury fund, law stamps, fees, &c.....			249,799 90
Licenses—Hotels, shops, &c.....			705,338 98
Direct taxes on commercial corporations.....			260,545 88
Duties on successions.....			449,532 47
Maintenance of Insane.....			92,094 07
Reformatory and Industrial schools.....			23,400 23
Quebec Official Gazette.....			14,590 40
Legislation.....			13,452 88
Registration stamps.....			71,898 70
Interest on price of Q. M. O. & O. Railway.....			305,024 74
Interest on loans and deposits.....			12,062 37
Railway subsidies tax.....			9,415 39
Minor revenues.....			30,632 73
			\$4,880,686 54
Proceeds of sales of property.....			23,555 65
Loan re Beauport Lunatic Asylum, Sisters of Charity.....			1,000 00
Sherbrooke Court House.....			15,000 00
			\$4,920,242 19
Trust funds and deposits.....			74,876 07
			\$4,995,118 26
Total receipts.....			
EXPENDITURE.		—	—
Public Debt.....			\$1,607,902 41
Legislation.....			233,705 01
Civil Government.....			273,915 12
Administration of Justice.....			593,102 21
Police.....			27,791 25
Inspection of Public Offices.....			7,942 42
Public Instruction, including "Night Schools".....	\$463,390 00		
Literary and Scientific Institutions.....	1,199 50		
Arts and Manufactures.....	15,000 00		
			479,589 50
Public Works and Buildings :			
Ordinary.....	136,519 43		
Extraordinary.....	50,500 00		
			187,019 43
Agriculture.....			247,850 00
Lands, Mines and Fisheries.....			213,802 03
Colonization.....			136,000 00
Immigration.....			4,250 00
Charities.....			45,210 75
Lunatic Asylums.....			365,825 00
Reformatories and Industrial Schools.....			58,650 36
Charges on Revenue.....			179,783 78
Miscellaneous services.....			121,417 58
Building and Jury fund. Payments by Sheriffs out of collections.....			11,712 39
			\$4,795,469 24
Montreal Exposition Company, part proceeds of sales of Exhibition Grounds, Montreal.....			36,130 17
Sherbrooke Court House.....			25,390 46
			\$4,856,989 87
Trust funds and deposits.....			35,022 87
Railway subsidies and Q. M. O. & O. Railway construction.....			112,090 33
			\$5,004,103 07
Total expenditure.....			

A. H. VERRET,
Provincial Auditor.

H. T. MACHIN,
Assistant Provincial Treasurer.

Treasury Department, Quebec, 18th August, 1904.

ETAT de la dette publique et des emprunts et dépôts temporaires de la province de Québec, au 30 juin 1904, tel que requis par une résolution de l'Assemblée Législative du 11 décembre 1895.

DETTE FONDÉE.

Date de l'émission.	Où payable.	Montant.	
1er mai 1874.....	Londres.....	\$2,723,873 33	
1er mai 1876.....	do	3,111,746 67	
1er novembre 1878.....	Londres ou New-York.....	2,698,000 00	
1er juillet 1880.....	Londres ou Paris.....	1,810,205 34	
1er juillet 1882.....	Londres.....	1,712,580 00	
	Québec.....	780,500 00	
1er janvier 1888.....	Londres ou Paris.....	3,182,800 00	
1er mars 1894.....	Londres ou Montréal.....	2,530,666 67	
30 décembre 1894.....	Paris.....	5,332,976 00	
1er mai 1896.....	Londres ou Montréal.....	292,000 00	
1er avril 1897.....	Londres ou Montréal.....	1,360,000 00	
1er avril 1897.....	Londres.....	9,236,061 48	
Fonds d'amortissement placé.....		34,771,409 49	
		10,154,009 85	
Dette fondée nette (y compris l'augmentation du capital par la conversion).....			\$24,617,399 64
PRÊTS TEMPORAIRES ET DEPÔTS.			
Prêts temporaires.....		700,000 00	
Fonds de retraite des instituteurs.....		195,652 26	
Comité protestant du Conseil de l'Instruction publique.....		37,037 25	
Dépôts en garantie et fidéicommiss.....		176,148 64	
			1,108,838 15
			\$25,726,237 79

H. T. MACHIN,
Assistant-Trésorier de la province.

A. H. VERRÉ,
Auditeur de la province.

2833

Département du Trésor,
Québec, 18 août 1904.

STATEMENT of the public debt and temporary loans and deposits of the Province of Quebec, at the 30th June, 1904 ; as required by resolution of the Legislative Assembly of the 11th December, 1895.

FUNDED DEBT.

Date of issue.	Where payable.	Amount.	—
1st May, 1874.....	London.....	\$2,723,873 33	
1st May, 1876.....	do	3,111,746 67	
1st November, 1878.....	London or New-York.....	2,698,000 00	
1st July, 1880.....	London or Paris.....	1,810,205 34	
1st July, 1882.....	{ London.....	1,712,580 00	
	{ Quebec.....	780,500 00	
1st January, 1888.....	London or Paris.....	3,182,800 00	
1st March, 1894.....	London or Montreal.....	2,530,666 67	
30th December, 1894.....	Paris.....	5,332,976 00	
1st May, 1896.....	London or Montreal.....	292,000 00	
1st April, 1897.....	London or Montreal.....	1,360,000 00	
1st April, 1897.....	London.....	9,236,061 48	
		\$34,771,409 49	
Sinking fund invested.....		10,154,009 85	
Net funded debt (including increase of capital by conversion).....			\$24,617,399 64
TEMPORARY LOANS AND DEPOSITS.			
Temporary loans.....		700,000 00	
Teachers pension fund.....		195,652 26	
Protestant council of public instruction.....		37,037 25	
Security and trust deposits.....		176,148 64	
			1,108,838 15
			\$25,726,237 79

H. T. MACHIN,
Assistant Provincial Treasurer.

A. H. VERRET,
Provincial Auditor.

Treasury Department,
Quebec, 18th August, 1904.

Relatifs aux avis d Bills Privés.

63. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, a division d'un comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'un canton, le changement de site d'un chef-lieu, ou d'un bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'interval de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the

aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2541

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la cons-

aw officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

2542

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, etc. de, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a

truction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelquement à un statut en vigueur, soit déposer entre les mains du greffier, huit jours

Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session,

avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

2543

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill in the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

2544

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Avis Divers

A une assemblée générale spéciale dûment convoquée à cette fin, tenue en la cité de Saint-Hyacinthe, le 13 août 1904, il a été résolu que le nombre des directeurs de la "Compagnie Grand Union Hôtel" soit réduit à trois. Ce règlement a été approuvé par tous les actionnaires présents ou représentés.

(Signé) PIERRE DARIUS LESSARD,
Secrétaire.

[L. S.] M. E. A. PERREAULT,
Président.

Publié conformément à l'article 4713A des S. R. P. Q. 2795

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2209.

Dame Marie Louise Villeneuve, de la cité et du district de Montréal, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son mari, Joseph Lamoureux, du même lieu.

BEAUDIN, CARDINAL,
LORANGER & ST-GERMAIN,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 5 août 1904. 2789

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2597.

Dame Hermine Leclair, de la cité et du district de Montréal, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son mari, Jean-Baptiste Brunet, du même lieu.

BEAUDIN, CARDINAL,
LORANGER & ST-GERMAIN,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 5 août 1904. 2787

Miscellaneous Notices

At a general special meeting duly convened for this purpose, held in the city of Saint Hyacinth, on the 13th of August, 1903, it was resolved that the number of directors of the "Compagnie Grand Union Hotel" be reduced to three. This by-law was approved by all the shareholders present or represented.

(Signed) PIERRE DARIUS LESSARD,
Secretary.

[L. S.] M. E. A. PERREAULT,
President.

Published pursuant to article 4713A of the R. S. P. Q. 2796

Province of Quebec,
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2209.

Dame Marie Louise Villeneuve, of the city and district of Montreal, has taken, this date, an action for separation of property against her husband, Joseph Lamoureux, of the same place.

BEAUDIN, CARDINAL,
LORANGER & ST-GERMAIN,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 5th August, 1904. 2790

Province of Quebec,
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2597.

Dame Hermine Leclair, of the city of Montreal, has taken, this date, an action for separation of property against her husband, Jean Baptiste Brunet, of the same place.

BEAUDIN, CARDINAL,
LORANGER & ST-GERMAIN,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 5th August, 1904. 2788

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 569.

Dame Sarah Jane Dwyer, du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Orson A. Parker, du même lieu, cultivateur et fabricant, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Orson A. Parker, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

H. M. HOVEY,
Avocat de la demanderesse.
Sherbrooke, 19 août 1904. 2791

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2621.

Dame Emélie Latendresse, de la cité et du district de Montréal, épouse de Joseph Edmond Tétreault, ex-officier de police, du même lieu, autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit J. E. Tétreault, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée en cette cause.

J. A. DAVID,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 12 août 1905. 2807

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Trois-Rivières. }

Dame Ozéline Boisvert, épouse commune en biens de Thomas Gélinais, tous deux de la paroisse de Saint-Jean des Piles, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

TOURIGNY & BUREAU,
Procureurs de la demanderesse.
Trois-Rivières, 13 août 1904. 2703.2

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No. 560.

Dame Amy Lackwood Chilson, du canton de Hatley, dans le district de Saint-François, épouse de George W. Sevrens, du même lieu, cultivateur, judiciairement autorisée à ester en justice dans cette affaire, Demanderesse ;

vs

George W. Sevrens, du dit canton de Hatley, Défendeur.
Une action en séparation de corps a été intentée, ce jour, dans cette cause.

M. F. HACKETT,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 10 août 1904. 2705.2

Province de Québec, }
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*
No 182.

Dame Malvina Caron, épouse commune en biens de Georges Poulin, fils d'Hilaire, cultivateur, de Saint-Georges, Demanderesse ;

vs

Le dit Georges Poulin, fils d'Hilaire, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse, le 6 août 1904.

GODBOUT & FERRON,
Avocats de la demanderesse.
2657.3

Dame Adéline alias Claudia Lacasse, épouse d'Ovide Papineau, agent, des cité et district de Montréal, actionne son dit époux en séparation de corps et de biens. Montréal, 3 août 1904. N. U. Lacasse, avocat. 2675.4

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 569.

Dame Sarah Jane Dwyer, of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Orson A. Parker, of the same place, farmer and manufacturer, judicially authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Orson A. Parker, Defendant.
An action for separation as to property has been, this day, instituted in this cause.

H. M. HOVEY,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 19th August, 1904. 2792

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2621.

Dame Emélie Latendresse, of the city and district of Montreal, wife of Joseph Edmond Tétreault, ex-police officer, of the same place, duly authorized to sue, Plaintiff ;

vs

The said J. E. Tétreault, Defendant.
An action for separation has, this day, been instituted in this cause.

J. A. DAVID,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 12th August, 1904. 2808

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Three-Rivers. }

Dame Ozéline Boisvert, wife common as to property of Thomas Gélinais, both of the parish of Saint-Jean des Piles, has, this day, taken an action in separation as to property against his said husband.

TOURIGNY & BUREAU,
Attorneys for the plaintiff.
Three Rivers, 13th August, 1904. 2704

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 560.

Dame Amy Lackwood Chilson, of the township of Hatley, in the district of Saint Francis, wife of George W. Sevrens, of the same place, farmer, judicially authorized to ester en justice in this behalf, Plaintiff ;

vs

George W. Sevrens, of the said township of Hatley, Defendant.
An action en séparation de corps has, this day, been instituted in this cause.

M. F. HACKETT,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 10th August, 1904. 2705

Province of Quebec, }
District of Beauce. } *Superior Court.*
No. 182.

Dame Malvina Caron, wife common as to property of Georges Poulin, son of Hilaire, farmer, of Saint Georges, Plaintiff ;

vs

The said Georges Poulin, son of Hilaire, Defendant.
An action for separation of property has been instituted by the plaintiff, on the 6th of August, 1904.

GODBOUT & FERRON,
Attorneys for plaintiff.
2658

Dame Adéline alias Claudia Lacasse, wife of Ovide Papineau, agent, of the city and district of Montreal, sues her said husband in separation as to bed and property. Montreal, 3rd August, 1904. N. U. Lacasse, attorney. 2676

Canada, }
Province of Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No 532.

Dame Ophelia A. Orcutt, du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, épouse séparée de biens de David Peebles, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée à ester en justice en cette cause, Demanderesse ;

vs

David Peebles, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de corps a été, ce jour, instituée en cette cause.

M. F. HACKETT,

Avocat de la demanderesse.

Sherbrooke, 19 juillet 1904. 2643.3

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 115.

Dame Clarinda Tétreault, de la paroisse de Sainte-Madeleine, district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Adélarde Lucier, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Adélarde Lucier, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, en cette cause.

V. ERNEST FONTAINE,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 26 juillet 1904. 2515.5

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
No 1009.

Dame Suzanne Lefebvre, du canton Bouthillier, dans le district d'Ottawa, épouse commune en biens de Honoré Poitevin, industriel, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Honoré Poitevin, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, ce troisième jour d'août 1904.

MAJOR & FORTIER,

Avocats de la demanderesse.

Hull, 3 août 1904. 2617.4

Cour Supérieure.—Quebec.

No 2551.

Dame Alphonsine Perreault, de la paroisse de Saint-Jean Deschailons, épouse commune en biens de Victor Bourret, du dit lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Victor Bourret, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, le 4 août 1904, par la demanderesse, contre le présent défendeur.

BELLEAU, BELLEAU & BELLEAU,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 11 août 1904. 2677-3

Cour Supérieure—District de Montreal.

No 1223.

Dame Dina Charette, épouse commune en biens de François Hurtubise, tous deux de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée aux fins des présentes par jugement de cette cour, Demanderesse ;

vs

François Hurtubise, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

J. J. BEAUCHAMP,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 9 août 1904. 2649.3

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 532.

Dame Ophelia A. Orcutt, of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, wife separate as to property of David Peebles, of the same place, farmer, judicially authorized to ester en justice in this behalf, Plaintiff ;

vs

David Peebles, of the same place, Defendant.
An action en séparation de corps has, this day, been instituted in this cause.

M. F. HACKETT,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 19th July, 1904. 2644

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 115.

Dame Clarinda Tétreault, of the parish of Sainte-Madeleine, district of Saint Hyacinth, wife common as to property of Adélarde Lucier, trader, of the same place, duly authorized à ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Adélarde Lucier, Defendant.
An action for separation as to property has been, this day, instituted in this cause.

V. ERNEST FONTAINE,

Attorney for plaintiff.

Saint Hyacinth, 26th July, 1904. 2516

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court*
No. 1009.

Dame Suzanne Lefebvre, of the township of Bouthillier, in the district of Ottawa, wife common as to property of Honoré Poitevin, manufacturer, of the same place, duly authorized to sue, Plaintiff ;

vs

The said Honoré Poitevin, Defendant.
An action for separation as to bed and board and as to property from the defendant, has been instituted this third day of August, 1904.

MAJOR & FORTIER,

Attorneys for plaintiff.

Hull, 3rd August, 1904. 2618

Superior Court.—Quebec.

No. 2551.

Dame Alphonsine Perreault, of the parish of the Saint Jean Deschailons, wife common as to property of Victor Bourret, of the said place, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

Victor Bourret, of the same place, Defendant.
An action for separation of property has been instituted, on the 4th of August, 1904, by the plaintiff, against the defendant.

BELLEAU, BELLEAU & BELLEAU,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 11th August, 1904. 2678

Superior Court—District of Montreal.

No. 1223.

Dame Dina Charette, wife common as to property of François Hurtubise, both of the city and district of Montreal, duly authorized to these presents by judgment of this court, Plaintiff ;

vs

François Hurtubise, of the same place, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

J. J. BEAUCHAMP,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 9th August, 1904. 2650

Cour Supérieure.—Saint-Hyacinthe.

No 127.

Dame Luce Boissel, de la paroisse de Saint-Hughes, district de Saint-Hyacinthe, a, ce jour, institué une action en séparation de corps et de biens contre son mari, Charles Dalpé, cultivateur, du même lieu.

BLANCHET, BEAUREGARD & DELAGE,
Avocats de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 13 août 1904. 2713.2

Province de Québec, }
District de Beauce. } Cour Supérieure.

Dame Géraldine Gagné, épouse commune en biens de Napoléon Beaudoin, propriétaire de moulin, de la paroisse de Saint-Georges,

Demanderesse ;

vs

Le dit Napoléon Beaudoin, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée par la demanderesse, le 20 avril 1904.

GODBOUT & FERRON,

2659.3 Avocats de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Beauce. } Cour Supérieure.
No 159.

Dame Lucie Dubé, épouse commune en biens de Alphonse Bureau, cultivateur, de Saint-Vital de Lambton,

Demanderesse ;

vs

Le dit Alphonse Bureau, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse, le 27 juillet 1904.

GODBOUT & FERRON,

2661.3 Avocats de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 2191.

Dame Angéline Marcotte, de Montréal, épouse commune en biens de Fortunat Matard, sculpteur, du même lieu,

Demanderesse ;

vs

Le dit Fortunat Matard, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour.

BEAUDRY & BEAUDRY,

Avocats de la demanderesse.
Montréal, 3 août 1904. 2587.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

Dame Adélie Colletterte, épouse commune en biens de Cléophas Lalongé, menuisier, de la ville de Saint-Louis, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Cléophas Lalongé, menuisier, de la ville de Saint-Louis, dit district, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le deuxième jour de juin 1904.

BISAILLON & BROSSARD,

Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 25 juillet 1904. 2497.5

Avis est par le présent donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Chateauguay & Northern Railway Company sera tenue aux bureaux de la compagnie, 160, rue Saint-Jacques, Montréal, mercredi, le 21e jour de septembre prochain 1904, à une heure p. m., pour l'élection des directeurs pour l'année prochaine, et la transaction de toutes autres affaires soumises à l'assemblée.

J. P. MULLARKEY,
Secrétaire.

Montréal, 15 août 1904. 2731.2

Superior Court.—Saint-Hyacinthe.

No. 127.

Dame Luce Boissel, of the parish of Saint-Hughes, district of Saint-Hyacinthe, has, this day, instituted an action for separation from bed and board against her husband, Charles Dalpé, farmer, of the same place.

BLANCHET, BEAUREGARD & DELAGE,
Attorneys for plaintiff.
Saint-Hyacinthe, 13th August, 1904. 2714

Province of Quebec, }
District of Beauce. } Superior Court.

Dame Géraldine Gagné, wife common as to property of Napoléon Beaudoin, mill owner, of the parish of Saint-Georges,

Plaintiff ;

vs

The said Napoléon Beaudoin, Defendant.
An action for separation from bed and board has been instituted in this cause by the plaintiff, on the 20th April, 1904.

GODBOUT & FERRON,

2660 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Beauce. } Superior Court.
No. 159.

Dame Lucie Dubé, wife common as to property of Alphonse Bureau, farmer, of Saint-Vital de Lambton,

Plaintiff ;

vs

The said Alphonse Bureau, Defendant.
An action for separation of property has been instituted by the plaintiff, on the 27th of July, 1904.

GODBOUT & FERRON,

2662 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 2191.

Dame Angéline Marcotte, of Montreal, wife common as to property of Fortunat Matard, sculptor, of the same place,

Plaintiff ;

vs

The said Fortunat Matard, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day.

BEAUDRY & BEAUDRY,

Attorneys for plaintiff.
Montreal, 3rd August, 1904. 2588

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.

Dame Adélie Colletterte, wife common as to property of Cléophas Lalongé, joiner, of the town of Saint-Louis, district of Montreal, duly authorized to ester en justice,

Defendant.

vs

Cléophas Lalongé, joiner, of the town of Saint-Louis, district of Montreal, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case, on the second day of June, 1904.

BISAILLON & BROSSARD,

Attorneys for plaintiff.
Montreal, 25th July, 1904. 2498

Notice is hereby given that the annual general meeting of the shareholders of the Chateauguay & Northern Railway Company will be held at the offices of the company, 160, Saint James street, Montreal, on Wednesday, the 21st day of September next, 1904, at one o'clock noon, for the purpose of electing directors for the ensuing year, and the transaction of such other business as may be submitted to the meeting.

J. P. MULLARKEY,
Secretary.

Montreal, 15th August, 1904. 2732

Avis de Faillites

Bankrupt Notices

Province de Québec, }
 District de Terrebonne. } *Cour Supérieure*
 No 116.
In re W. C. Fyfe, hôtelier, de Saint-Faustin.
 Failli.
 Avis est par les présentes donné que le 19^e jour
 d'août courant, par ordre de la cour, j'ai été nommé
 curateur des biens de failli ci-haut mentionné, pour
 le bénéfice de ses créanciers.
 Les réclamations doivent être déposées dans mon
 bureau sous un mois, pour collocation des divi-
 dendes.

J. O. MOTARD,
 Curateur.

71a Saint-Jacques,
 Montréal, 22 août 1904. 2793

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de William Taylor Bailey, de la cité de
 Montréal, Failli.
 Avis est par le présent donné que le 23^e jour
 d'août courant, par ordre de la cour, le soussigné a
 été nommé curateur aux biens du susdit failli.

Les réclamations assermentées, doivent être dé-
 posées devant moi sous trente jours de cette date.

GEORGE HYDE,
 Curateur.

Bureau de Macintosh & Hyde,
 157, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 23 août 1904. 2803

Dans l'affaire de Albert F. Dawes, de la ville de
 Lachine, marchand de bois, Failli.
 Un premier bordereau de dividendes a été pré-
 paré, sujet à objection à mon bureau, jusqu'à lundi,
 le 12 septembre 1904, après laquelle date ce divi-
 dende sera payable.

JOHN HYDE,
 Curateur.
 2801

Montréal, 23 août 1904.

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
Re Louis Philippe Jasmin et Ernest Grenier, tous
 deux de la ville de Coaticook, dans le dit district,
 fabricants de voitures, et y faisant affaires en
 société sous les nom et raison de Jasmin & Gren-
 nier, Insolubles.
 Avis est donné par les présentes que, par ordre
 de cette cour, le dix-neuf août courant, j'ai été
 nommé curateur à la dite succession insolvable, et
 que toutes les réclamations devront être produites
 à mon bureau sous trente jours.

LEON TRUDEAU,
 Curateur.

Coaticook, 22 août 1904. 2809

District de Quebec.

Re Louis Klineberg, marchand, Québec, Insolvable.
 En vertu d'un ordre de la cour, en date du 19
 août 1904, j'ai été nommé curateur aux biens de
 cette succession.
 Toutes personnes ayant des réclamations contre
 cette succession sont requises de les produire devant
 moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 24 août 1904. 2819

District de Chicoutimi.

Re Alexandre Dallaire, marchand, Sainte-Anne de
 Chicoutimi, Insolvable.
 En vertu d'un ordre de la cour, en date du 18 août

Province of Quebec, }
 District of Terrebonne. } *Superior Court.*
 No. 116.
In re W. C. Fyfe, hotelkeeper, of Saint Faustin.
 Insolvent.
 Notice is hereby given that, by order of this
 court, on the 19th day of August, 1904, I was ap-
 pointed curator to the property assigned by the
 above named, for the benefit of his creditors.
 Claims must be filed at my office within thirty
 days to ensure their collocation for dividends.

J. O. MOTARD,
 Curator.

71a Saint James,
 Montreal, 22nd August, 1904. 2794

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court*
 In the matter of William Taylor Bailey, of the city
 of Montreal, Insolvent.
 Notice is hereby given that on the 23rd day of
 August instant, by an order of the court, the un-
 dersigned was appointed curator to the estate of
 the above named insolvent.

Claims, duly sworn, must be filed with me within
 thirty days from this date.

GEORGE HYDE,
 Curator.

Office of Macintosh & Hyde,
 157, Saint James street.
 Montreal, 23rd August, 1904. 2804

In the matter of Albert F. Dawes, of the town of
 Lachine, wood merchant, An insolvent.
 A first dividend has been declared, open to objec-
 tion at my office, until Monday, 12th September,
 1904, after which date dividend will be payable.

JOHN HYDE,
 Curator.
 2802

Montreal, 23rd August, 1904.

Province of Quebec, }
 District of Beauharnois. } *Superior Court.*
Re Louis Philippe Jasmin and Ernest Grenier, both
 of the town of Coaticook, in said district, car-
 riage-makers, and there doing business in part-
 nership under the name and firm of Jasmin &
 Grenier, Insolvents.
 Notice is hereby given that, by order of this
 court, on the 19th August instant, I was appointed
 curator to the said insolvent estate, and that claims
 must be filed within thirty days at my office.

LEON TRUDEAU,
 Curator.

Coaticook, 22nd August, 1904. 2810

District of Quebec.

Re Louis Klineberg, Québec, merchant, Insolvent.
 In virtue of an order of the court, dated 19th
 August, 1904, I have been appointed curator to this
 estate.
 All persons having claims against this estate are
 requested to file them with me within thirty days
 from this date.

V. E. PARADIS,
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street.
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
 Québec, 24th August, 1904. 2820

District of Chicoutimi.

Re Alexandre Dallaire, merchant, Sainte Anne de
 Chicoutimi, Insolvent.
 In virtue of an order of the court, dated 18th

1904, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 24 août 1904. 2821

District de Québec.

Re J. L. Fortin, marchand, Québec,
Insolvable.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 13 septembre 1904, et date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 24 août 1904. 2817

District de Québec.

Achille Bédard, de la cité de Québec, marchand, a, le 19 août 1904, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 24 août 1904. 2813

District de Chicoutimi.

Stanislas Fortin, de Hébertville, Lac Saint-Jean, marchand, a, le 22 août 1904, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Chicoutimi, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 24 août 1904. 2811

District de Kamouraska.

Re Bruno Beaulieu, marchand, Sainte-Hélène,
Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 14 septembre 1904, et date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 24 août 1904. 2815

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
In re Elire Lemire, Maskinongé, P. Q.,

Insolvable.

Un 1er et dernier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 12 septembre 1904.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint Jacques.
Montréal, 27 août 1904. 2829

August, 1904, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 24th August, 1904. 2822

District of Québec.

Re J. L. Fortin, merchant, Quebec,
Insolvent.

A first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be opened to objection until 13rd September, 1903, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co., Building.
Quebec, 24th August, 1904. 2818

District of Québec.

Achille Bédard, of the city of Québec, merchant, has, on the 19th of August, 1904, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Québec, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie Street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 24th August, 1904. 2814

District of Chicoutimi.

Stanislas Fortin, of Hébertville, Lake Saint John, merchant, has, on the 22nd August, 1904, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Chicoutimi, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 24th August, 1904. 2812

District of Kamouraska.

Re Bruno Beaulieu, merchant, Sainte-Hélène,
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 14th September, 1904, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 24th August, 1904. 2816

Province of Québec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
In re Elire Lemire, Maskinongé, P. Q.,

Insolvent.

A first and final dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 12th September, 1904.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 27th August, 1904. 2830

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dana l'affaire de Dame Marie E. C. Beauchamp,
"Jos. Lambert & fils," entrepreneurs, de la cité
de Montréal, Failli,

et
Alexandre Desmarteau, Curateur.
Un premier et dernier bordereau de dividende
a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objec-
tion jusqu'au 12e jour de septembre 1904, après la-
quelle date les dividendes seront payables dans mon
bureau.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.
1598, rue Notre-Dame.
Montréal, 24 août 1904. 2827

Avis est donné que les soussignés ont été nommés
curateurs conjoints dans l'affaire de J. L. Bertrand,
de Québec, faisant affaires sous les nom et raison de
Bertrand & Gauvin, marchand, insolvable.
Les créanciers sont requis de produire leurs récla-
mations sous trente jours de cette date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.
Québec, 19 août 1904. 2823

Avis est donné que les soussignés ont été nom-
més curateurs conjoints dans l'affaire de Dame
Elodie Lafrance, épouse séparée de biens de Siméon
Hilaire Frigon, de la cité des Trois-Rivières, mar-
chande publique, et y faisant affaires seule sous les
nom et raison de S. H. Frigon & Cie, insolvable.

Les créanciers sont requis de produire leurs récla-
mations sous trente jours de cette date.
LEONCE E. TASCHEREAU,
H. LAMARRE,
Curateurs conjoints.
Québec, 23 août 1904. 2825

En Liquidation

AVIS.

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 106.

En vertu de l'acte de liquidation et ses
amendements.
"The Citizens Insurance Company of Canada",
En liquidation ;

et
"The Montreal Trust and Deposit Company",
Liquidateur requérant.

Il est ordonné par jugement de monsieur le juge
Tellier, rendu le 30e jour de juin dernier 1904 :

Que le 6e jour d'octobre prochain 1904, à dix heures
et demie de l'avant-midi, à la chambre 31, au palais
de justice, dans les cité et district de Montréal, la
cour procédera à fixer et déterminera la liste des
contributaires d'icelle, et que les personnes nommées
dans les listes A et B de la liste des contributaires
produite dans cette cause au greffe du protonotaire
de la cour supérieure de ce district, seront là et
alors placées sur la dite liste comme étant action-
naires de la dite "Citizens Insurance Company of
Canada" pour le nombre d'actions et pour le
délai des montants entrés sur la dite liste comme
étant dus par eux respectivement.

Et que la cour suspendra alors son jugement en
ce qui concerne les personnes mentionnées dans la
liste C de la dite liste, pendant un temps suffisant
pour avoir les informations nécessaires concernant
les héritiers et les représentants légaux des person-
nes nommées dans la dite liste C.

Et de plus, que chacune des parties nommées
dans les dites listes A et B devront se présenter à
l'heure et à l'endroit sus-mentionnés, pour démon-

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Dame Marie E. C. Beauchamp,
"Jos. Lambert & fils," contractors, of the city of
Montreal, Insolvent ;

and
Alexandre Desmarteau, Curator.
A first and final dividend sheet has been prepared
in this matter, and will be open to objection until
the 12th day of September, 1904, after which date
dividends will be payable at my office.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.
1598, Notre Dame street.
Montreal, 24th August, 1904. 2828

Notice is given that the undersigned have been
appointed joint curators to the estate of J. L. Ber-
trand, of Quebec, doing business under the style
and firm of Bertrand & Gauvin, merchant, insolvent.
Creditors are required to file their claims within
thirty days from this date

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators.
Quebec, 19th August, 1904. 2824

Notice is given that the undersigned have been
appointed joint curators to the estate of Dame Elodie
Lafrance, wife separated as to property of Simeon
Hilaire Frigon, of the city of Three Rivers, public
trader, and doing business there under the style
and firm of S. H. Frigon & Co., insolvent.

Creditors are required to file their claims within
thirty days from this date.
LEONCE E. TASCHEREAU,
H. LAMARRE,
Joint curators.
Quebec, 23rd August, 1904. 2826

In Liquidation

NOTICE.

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 106.
(Under the Winding Up Act and its amendments.)

The Citizens Insurance Company of Canada,
In liquidation ;

and
The Montreal Trust and Deposit Company,
Liquidator petitioner.

It is ordered by judgment of Mr. Justice Tellier,
rendered on the 30th day of June last, 1904 :

That on the 6th day of October next, 1904, at half
past ten of the clock in the forenoon, at room 31, at
the court house, in the city and district of Montreal,
the court will proceed to fix and determine the list
of contributories herein, and that the persons named
in schedule A and B of the list of contributories
filed in this case in the office of the prothonotary of
the superior court for this district, will be then and
there placed upon the said list as being share-
holders of the said Citizens' Insurance Company of
Canada, for the number of shares and to the
extent of the amounts entered in the said list as
being due by them respectively.

And that the court will then suspend its judg-
ment as to the persons mentioned in schedule C of
the said list, until such time as the necessary infor-
mation is available concerning the heirs and legal
representatives of the persons named in said sche-
dule C.

And further, that each of the parties named in
said schedules A and B do attend at the hour and
place above named and shew cause why they should

trer pourquoi elles ne doivent pas régler suivant la dite liste de contributeurs et être tenues actionnaires et contributeurs de la dite "Citizen's Insurance Company of Canada," pour le nombre d'actions et pour le montant dû, mentionné dans la dite liste produite, et que la dite liste de contributeurs soit là et alors réglée et aussi les montants dus par chacune des parties nommées dans les dites listes A et B, comme tels contributeurs et pour lesquelles chacune des dites parties est responsable à raison des actions tenues par elle, tel que mentionné dans la dite liste, soit personnellement, soit comme représentant ou responsable pour les dettes des autres; et qu'au cas où chacune des personnes mentionnées dans les dites listes A et B désirera consentir à l'entrée de son nom sur la dite liste ou sa responsabilité concernant le nombre d'actions ou le montant d'icelle, tel que mentionné dans la dite liste, elle devra se présenter devant la dite cour supérieure aux temps et lieu ci-dessus mentionnés, et là faire valoir régulièrement les moyens d'objections et de défense contre les dites listes et contre le règlement proposé, et de n'être pas tenu responsable comme un contributeur, tel que susdit.

Et dans le cas qu'aucune des dites parties nommées dans les dites listes A et B, refuserait ou négligerait d'assister au temps et au lieu mentionnés, défaut sera là, et alors rendu contre elles et chacune d'elles, seront tenues d'admettre sa responsabilité comme tel contributeur pour le montant réclamé contre elle dans la dite liste, et le dit liquidateur aura droit en conséquence à un jugement.

Avis est par le présent donné de plus que l'heure pour la dite procédure, mentionnée dans l'avis concernant cette affaire, publié dans la "Gazette Officielle de Québec" du 20 du courant, est incorrectement donnée comme 10 heures au lieu de dix heures et demie de l'avant-midi.

"THE MONTREAL TRUST
AND DEPOSIT COMPANY,"

Montréal, 5 juillet 1904.

Liquidateur.
2743.2

Ratification

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, un acte de vente fait et passé en la paroisse de Saint-Philippe, district de Montréal, le douzième jour d'avril 1900, devant le notaire public, Ferdinand C. Larose, résidant et pratiquant au dit lieu de Saint-Philippe, lequel acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Laprairie, le cinq mai 1900, sous le numéro 14550, entre Victor Dénault, cultivateur, de la paroisse de Saint-Jacques-le-Mineur, district de Montréal, et Joseph Guérin, cultivateur, du même lieu, étant une vente par le dit Victor Dénault au dit Joseph Guérin :

1° D'une portion de terre située en la paroisse de Saint-Jacques-le-Mineur, concession Saint-André, contenant environ cent dix-neuf arpents en superficie, plus ou moins, et sans garantie de mesure précise; tenant devant au ruisseau Saint-André, en arrière à Philiza Trudeau, Joseph Poissant et Moïse Poissant, d'un côté à Pierre Legrand, et de l'autre côté à Joseph Poissant—avec maison, granges et autres bâtisses dessus construites, formant le lot numéro trois cent trente-neuf (339) et partie du lot numéro trois cent quarante et un (341), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Jacques-le-Mineur.

2° Un autre morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Edouard, comté de Napierville, contenant environ vingt arpents en superficie, plus ou moins,

not be settled upon the said list of contributories and held to be shareholders and contributories of the said Citizens' Insurance Company of Canada, for the number of shares and for the amount due thereon as set out in the said list so filed, and that the said list of contributories be then and there settled and also the amounts due by each of the parties named in said schedules A and B, as such contributories or for which each of the said parties is liable in respect of shares held by him as stated in said list, whether in his own right or as representing or liable for the debts of others; and that in case any of the persons mentioned in the said schedules A and B shall desire to contest the entry of his name in the said list or his liability in respect of the said number of shares or the amount thereof as stated in the said list, he shall attend before the said superior court at the time and place above mentioned, and there set forth in due course his grounds of objection and defence to the said list and to his being so settled thereon and held liable as a contributory as aforesaid.

And that in case any of the said parties so named in the said schedules A and B, shall refuse or neglect to attend at the time and place aforesaid default, will be then and there rendered against them and each such party shall be held to have admitted his liability as such contributory for the amount claimed against him in the said list, and the said liquidator shall be entitled to judgment therefor.

Notice is hereby further given that the hour for the said proceeding mentioned in the notice concerning this matter published in the "Quebec Official Gazette" on the 20th instant, in incorrectly given as 10 o'clock instead of half past ten o'clock in the forenoon.

THE MONTREAL TRUST
AND DEPOSIT COMPANY,

Montreal, 5th July, 1904.

Liquidator.
2744

Ratification

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the superior court, in the district of Montreal, a deed of sale passed and executed in the parish of Saint Philippe, district of Montreal, the twelfth day of April, 1900, before the notary public, Ferdinand C. Larose, residing and practising at the said place of Saint Philippe, which deed is registered in the registry office of the county of Laprairie, on the fifth day of May, 1900, under the number 14550, between Victor Dénault, farmer, of the parish of Saint Jacques le Mineur, district of Montreal, and Joseph Guérin, farmer, of the same place, being a sale by the said Victor Dénault to the said Joseph Guérin :

1. Of a parcel of land situate and being in the parish of Saint Jacques le Mineur, concession Saint Andrew, containing about one hundred and ninety-seven arpents of superficies, more or less, and without any guarantee of precise measure; bounded in front by the Creek Saint Andrew, in rear by Philiza Trudeau, Joseph Poissant and Moïse Poissant, on one side by Pierre Legrand, and on the other side by Joseph Poissant—with house, barns and other buildings thereon erected, forming the lot number three hundred and thirty nine (339) and part of lot number three hundred and forty one (341), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Jacques le Mineur.

2. Another parcel of land situate and being in the parish of Saint-Edouard, county of Napierville, containing about twenty arpents in superficies,

et sans garantie de mesure précise ; tenant d'un bout au chemin public, de l'autre bout à Napoléon Lanctôt, d'un côté à Hormidas Sarre, et de l'autre côté à Magloire Blain, en bois debout, formant le lot numéro cinq cent soixante et douze (572), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Edouard, et en la possession du dit Victor Denault, comme propriétaire, pendant les trois dernières années, savoir : depuis la date du dit contrat, et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement au dit acte par lequel les dits lots ont été acquis par le dit Joseph Guérin, sont avertis qu'il sera présenté à la dite cour, le 26 septembre 1904, une demande en ratification de titre ; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du Code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat, à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire, dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi, elle seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

NORBERT DESAUTELS,

2747.2 Député protonotaire, C. S.
[Première publication, 20 août 1904.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **I**N RE L. S. PLAMOND,
No 179. } **D**ON, Failli ; et H.
LAMARRE, Curateur.

Une ferme située à Durham Sud, portant le numéro onze cent vingt-huit (1128), aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Durham Sud—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue conformément à l'article 879 du code de procédure civile, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Fulgence de Durham, le SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain 1904, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 2 août 1904. 2621.2
[Première publication, 6 août 1904.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **H**ENRI ALEXANDRE
No 128. } **H**LARUE, Demandeur ;
contre JOSEPH GILBERT, fils de France, Défendeur, savoir :

Un terrain connu et désigné sous le numéro trente trois (33), du livre de renvoi et plan cadastral pour le huitième rang dans le canton de Metgermette Nord, comté de Beauce—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-

more or less, and without any guarantee of precise measure ; bounded at one end, by the public road, and at the other end by Napoléon Lanctôt, on one side by Hormidas Sarre, and on the other side by Magloire Blain, of standing timber, forming the lot number five hundred and seventy two (572), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Edouard, and possessed by the said Victor Denault, as proprietor, for the three years now last past, and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immovable immediately before the registration of the said deed of sale by which the said lots were acquired by the said Joseph Guerin, are hereby notified that application will be made to the said court, on the 26th of September, 1904, for a judgment of confirmation of title ; and that unless their claims are such as the registrar is bound, by the provisions of the code of civil procedure, to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file the same in the office of the prothonotary, within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

NORBERT DESAUTELS,

2748 Deputy prothonotary, S. C.
[First published, 20th August, 1904.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **I**N RE L. S. PLAMONDON,
No. 179. } **I**nsolvent ; and H. LA
MARRE, Curator.

A farm situate in South Durham, bearing number eleven hundred and twenty eight (1128), on the official plan and book of reference for the township of South Durham—with the buildings thereon erected.

To be sold in conformity to article 879 of the civil code of procedure, at the parochial church door of Saint Fulgence of Durham, on the SEVENTH day of SEPTEMBER next, 1904, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.
Arthabaska, 2nd August, 1904. 2622
[First published, 6th August, 1904.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **H**ENRI ALEXANDRE
No. 128. } **H**LARUE, Plaintiff ; against
JOSEPH GILBERT, son of France, Defendant,
to wit :

A lot of land known and distinguished under the number thirty three (33), of the cadastral plan and book of reference for the eighth range in the township of Metgermette North, in the county of Beauce—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish

roisse de Saint-Zacharie de Metgermette Nord, le SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village de Saint Joseph, Beauce, 30 juillet 1904. 2569.2

[Première publication, 6 août 1904.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauharnois.

Province de Québec, } DAME LORAIN
District de Beauharnois, } SYLVESTER, du
No 1023, } village de Huntingdon,
veuve de feu Donald McPhee, en son vivant gentilhomme, du même lieu, Demanderesse; vs. ALDERIC STANISLAS BEAUNE, du même lieu, dit district, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé dans le village de Huntingdon, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village, sous le No 158—avec les bâtisses dessus construites.

2° Un terrain situé dans le township de Godmanchester, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels, sous le No 38, du dit township—avec les bâtisses dessus construites.

3° Une terre sise et située dans le township de Godmanchester, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du dit township, sous le No 39—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph de Huntingdon, MERCREDI, le SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 4 août 1904. 2547.2

[Première publication, 6 août 1904.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Québec.

Chicoutimi, à savoir: } L'HONORABLE JOSEPH
No 583. } SHEHYN, de Québec,
marchand, Demandeur; vs. FIRMIN PARADIS, de Chicoutimi, Défendeur.

Un terrain ou emplacement de figure irrégulière, formant partie du lot numéro vingt-quatre (24), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la ville de Chicoutimi, de superficie inconnue, mais sur la profondeur qu'il y a depuis la rue Racine à aller à la rue du Havre, et sur la largeur qu'il y a depuis la maison actuellement occupée par Eugène Tremblay ou représentant, et connue sous le nom de "Maison de pension Gagnon", à aller à la clôture de M. Aubin, et borné comme suit: du côté nord-ouest par la clôture actuelle divisant les emplacements de MM. Aubin & Claveau, de celui

of Saint Zacharie de Metgermette North, on the SEVENTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Village of Saint Joseph Beauce, 30th July, 1904. 2560

[First published, 6th August, 1904.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Beauharnois.

Province of Québec, } DAME LORAIN
District of Beauharnois, } SYLVESTER, of
No. 1023. } the village of Huntingdon, widow of the late Donald McPhee, in his lifetime of the same place, gentleman, Plaintiff: vs. ALDERIC STANISLAS BEAUNE, of the same place, in the said district, Defendant.

1. A lot of land situate and being in the village of Huntingdon, known and distinguished on the official plan and book of reference of the said village, under the number 158—with the buildings thereon erected.

2. A lot of land situated in the township of Godmanchester, known and distinguished on the official plan and book of reference, under the number 38, of the said township—with the buildings thereon erected.

3. A lot of land situate and being in the township of Godmanchester, known and distinguished on the official plan and book of reference of the said township, under the number 39—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parish church of the parish of Saint Joseph de Huntingdon, on WEDNESDAY, the SEVENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 4th August, 1904. 2548

[First published, 6th August, 1904.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Québec.

Chicoutimi, to wit: } THE HONORABLE
No. 583. } JOSEPH SHEHYN,
of Québec, merchant, Plaintiff; vs. FIRMIN PARADIS, of Chicoutimi, Defendant.

A lot of land or emplacement of irregular form, forming part of lot number twenty four (24), of the official plan and book of reference of the cadastre for the town of Chicoutimi, of unknown superficies, but of the depth there is from Racine street going to the street du Havre, and of the width there is from the house at present occupied by Eugène Tremblay or his representative, and known under the name of "Maison de pension Gagnon", going as far as Mr. Aubin's fence, and bounded as follows: on the north west by the fence now dividing the emplacements of Messrs Aubin and Claveau, from

présentement vendu, en front par la rue Racine, du côté sud-est par une ligne droite de la dite rue Racine à aller au coin sud-ouest de la dite maison de Eugène Tremblay ou représentant, et du coin nord-ouest de la dite maison en arrière d'icelle par une ligne qui partira du dit coin nord-ouest de la dite maison et courra jusqu'à la pointe sud-ouest du terrain du dit Firmin Paradis, et de ce point par le terrain du dit Firmin Paradis, jusqu'à la rue du Havre, et en profondeur par la dite rue du Havre—avec une étable dessus construite, circonstances et dépendances, avec aussi droit de mitoyenneté dans le mur en brique du côté ouest de la dite maison de Eugène Tremblay ou représentant, à partir de la première fenêtre vers la rue Racine, et dans tout le mur en brique du même côté; si le dit Eugène Tremblay ou représentant agrandi sa maison vers la rue Racine, avant que le dit défendeur ait bâti, le dit Eugène Tremblay ou représentant devra avoir le droit de mitoyenneté dans le mur sud-est de la maison qui sera construite par le défendeur.

Pour être vendu dans le bureau du sousigné, au palais de justice, en la ville de Chicoutimi, le SEPTIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

O. BOSSÉ,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 2 août 1904. 2563.2
[Première publication, 6 août 1904.]

MANDAT DE CURATEUR.

District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } VITAL ELZEAR PARADIS, Curateur; contre EDMOND VILLENEUVE, Failli.

Un emplacement formant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquières, sous le numéro vingt et un A (21 A), du quatrième rang de ce canton, lequel mesurant cent cinquante pieds de largeur du sud au nord, sur cent cinquante pieds de profondeur de l'ouest à l'est, et est borné vers l'est par le terrain du vendeur Jean *alias* Johnny Brassard, et partie par le terrain de sieur Louis Villeneuve, vers l'ouest par une ruelle réservée par le vendeur et dont l'acquéreur aura l'usage à perpétuité lui-même et ses représentants pour communiquer de son terrain au chemin public, et vers le nord encore par une ruelle réservée par le vendeur et dont l'acquéreur aura l'usage de la même manière que celle ci-dessus mentionnée—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Dominique de Jonquières, dans le dit canton, à ONZE heures de l'avant-midi, le HUITIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain.

O. BOSSÉ,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 2 août 1904. 2565.2
Première publication du 6 août 1904 est nulle.

[Première publication, 13 août 1904.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir : } EDOUARD CHAPLEAU, Demandeur; vs JEAN BAPTISTE LAJOIE, Défendeur, à savoir :

the one now sold, in front by Racine street, on the south east side by a straight line from the said Racine street going to the south west corner of the said house of Eugène Tremblay or his representative, and from the north west corner of the said house in rear thereof by a line which will start from the said north west corner of the said house, and run as far as the south west point of the land of the said Firmin Paradis, and from this point by the land of the said Firmin Paradis, as far as Havre street, and in depth by the said Havre street—with a stable thereon erected, circumstances and dependencies, with also the right of *mitoyenneté* in the brick wall on the west side of the said house of Eugène Tremblay or his representative, starting from the first window near Racine street, and in all the brick wall of same side; if the said Eugène Tremblay or his representative enlarges his house towards Racine street, before the said defendant shall have built, the said Eugène Tremblay or his representative, being entitled to have the right of *mitoyenneté* in the south east wall of the house which shall be built by the defendant.

To be sold in the office of the undersigned, in the court house, in the town of Chicoutimi, on the SEVENTH day of the month of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

O. BOSSÉ,

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 2nd August, 1904. 2564
[First published, 6th August, 1904.]

CURATOR'S WARRANT.

District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } VITAL ELZEAR PARADIS, Curator; against EDMOND VILLENEUVE, Insolvent.

A piece of land forming part of the lot known and described in the official cadastre of the township of Jonquières, under the number twenty one A (21 A), of the fourth range of this township, which measures one hundred and fifty feet in width from the south to the north, by one hundred and fifty feet in depth from the west to the east, and is bounded towards the east by the land of the vendor Jean *alias* Johnny Brassard, and partly by the land of Mr. Louis Villeneuve, towards the west by a lane reserved by the vendor and of which the purchaser shall have the use in perpetuity for himself and his representatives to communicate from his land to the public road, and towards the north also by a lane reserved by the vendor and of which the purchaser shall have the use in the same manner as the one above mentioned—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Dominique de Jonquières, in the said township, at ELEVEN of the clock in the forenoon, of the EIGHTH day of the month of SEPTEMBER next.

O. BOSSÉ,

Sheriff's office, Sheriff.
Chicoutimi, 2nd August, 1904. 2566
First publication of the 6th August, 1904, is null.

[First published, 13th August, 1904.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit : } EDOUARD CHAPLEAU, Plaintiff; vs JEAN BAPTISTE LAJOIE, Defendant, to wit :

a jouissance et usufruit, la vie durant du dit défendeur, des lots de terre portant les numéros trois cent soixante-trois et trois cent soixante-quatre (Nos 363 et 364), du cadastre de la paroisse de Saint-Paschal, dans le comté de Kamouraska, dans le troisième rang des concessions de la seigneurie de Kamouraska, ainsi que de la maison et des autres bâtisses qui y sont construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Paschal, MERCREDI, le VINGT-HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures du matin. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif, Shérif
Fraserville, 23 août 1904. 2805
[Première publication, 27 août 1904.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **D**AME SERAPHINE
No 885. } **A**CHIN, de la ville de Longueuil, district de Montréal, veuve de feu Hubert Daignault, en son vivant du même lieu, et al., Demandeurs *ès-qualité*; contre les terres et tenements de PHILIAS BORDUAS, commerçant, du même lieu, Défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Longueuil, du côté nord-ouest de la rue Saint-Charles, contenant environ soixante pieds de front par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, et étant le lot de terre connu sous le numéro treize, des plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil; tenant en front à la rue Saint-Charles, en profondeur au lot numéro officiel quatorze, du côté nord-est à la rue Saint-Etienne, et de l'autre côté au numéro officiel dix-huit—avec deux maisons en bois et autres bâtisses sus-érigées, et toutes servitudes attachées suivant titre à cet effet; à distraire un terrain de forme irrégulière, mesurant une superficie de mille quatre cent six pieds—avec une maison sus-érigée de 33 pieds de largeur en front sur la rue Saint-Etienne, et 39 pieds de largeur à l'arrière du terrain, par 33 pieds et 3 pouces de profondeur dans la ligne de division du côté du fleuve Saint-Laurent, et 32 pieds et demi de profondeur dans la ligne de division du côté de la rue Saint-Charles, le tout mesure anglaise, et appartenant à Dame Mathilde Dubé, épouse d'Alphonse Patenaude; tenant en front à la rue Saint-Etienne, en profondeur et du côté nord-ouest au lot numéro officiel 14, et de l'autre côté au résidu du numéro officiel 13, ainsi que le tout est défini et détaillé dans un plan fait par l'arpenteur Arthur Vincent, annexé à la minute de l'acte de vente par le dit défendeur à la dite Dame Patenaude, passé devant le notaire P. Brais, le 28 novembre 1898, enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, le 12 décembre 1898, sous le No 27755.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, le NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif,
Montréal, 3 août 1904. 2595.2
[Première publication, 6 août 1904]

The enjoyment and usufruct, during the lifetime of the said defendant, of the lots of land bearing the numbers three hundred and sixty three and three hundred and sixty four (Nos. 363 and 364), of the cadastre of the parish of Saint Paschal, in the county of Kamouraska, in the third range of concessions of the seigniorie of Kamouraska, as well as of the house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paschal, on WEDNESDAY, the TWENTY EIGHTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office, Sheriff,
Fraserville, 23rd August, 1904. 2806
[First published, 27th August, 1904.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **D**AME SERAPHINE
No. 885. } **A**CHIN, of the town of Longueuil, district of Montreal, widow of late Hubert Daignault, in his lifetime of the same place, et al., Plaintiffs, *ès-qualité*; against the lands and tenements of PHILIAS BORDUAS, trader, of the same place, Defendant.

A lot situate in the town of Longueuil, on the north west side of Saint Charles street, containing about sixty feet in front by ninety feet in depth, and being the lot of land known under the number thirteen, of the official plan and book of reference of the village of Longueuil; bounded in front by Saint Charles street, in depth by lot official number fourteen, on the north east side by Saint Etienne street, and on the other side by official number eighteen—with two wooden houses and other buildings thereon erected, and all servitudes attached according to title to that effect; to distract therefrom a lot of land of irregular shape, measuring an area of one thousand four hundred and six feet—with a house thereon erected of 33 feet in width in front on Saint Etienne street, and 39 feet in width in rear of the lot, by 33 feet and 3 inches in depth on the division line on the side of river Saint Lawrence, and 32 feet and a half in depth on the division line on the side of Saint Charles street, the whole english measure, and belonging to Dame Mathilda Dubé, wife of Alphonse Patenaude; bounded in front by Saint Etienne street, in depth and on the north west side by lot official number 14, and on the other side by the residue of official number 13, as the whole is defined and detailed on a plan made by the surveyor Arthur Vincent, annexed to the minute of the deed of sale by the said defendant to the said Dame Patenaude, passed before Mr. P. Brais, notary, on the 28th of November, 1898, registered in the registration office of the county of Chambly, on the 12th of December, 1898, under the No 27755.

To be sold at the parochial Church door of the parish of Saint Antoine de Longueuil, on the NINTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy sheriff,
Montreal, 3rd August, 1904. 2596
[First published, 6th August, 1904.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit. — District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LA VILLE DE WEST-**
 No 15959. } **MOUNT,** corps incorporé,
 ayant sa place d'affaires dans la ville de Westmount,
 dit district, Demanderesse; contre les terres et
 tenements de **DAME BLANCHE LIONAIS**,
 épouse séparée de biens de **Charles E. Conrad**, de
 la ville de Westmount, dit district, et le dit **Charles**
E. Conrad, dans le but d'autoriser sa dite épouse,
 Défenderesse.

Un lot de terre situé dans la ville de Westmount,
 connu et désigné comme resubdivision numéro onze
 C, douze C et treize E, des numéros de subdivision
 onze, douze et treize, respectivement du lot deux
 cent huit (208), des plan et livre de renvoi officiels
 de la municipalité de la paroisse de Montréal, les
 dits trois lots contenant un front total de cinquante
 pieds de largeur et quarante-neuf pieds neuf pouces
 en arrière, sur une profondeur de deux cent cinq
 pieds onze pouces sur le côté nord-ouest, et deux
 cent pieds quatre pouces sur le côté sud-est, mesure
 anglaise, plus ou moins; borné en front par l'avenue
 Claremont, en arrière par le lot 208-13 C, du côté
 nord-ouest par les lots 208-11 B, 12 B et 13 D, et
 du côté sud-est par les lots 208-19, 208-18, 208-17,
 sur le dit plan officiel.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité
 de Montréal, le **HUITIEME** jour de **SEPTEMBRE**
 prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
 Montréal, 3 août 1904. 2591.2

[Première publication, 6 août 1904.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit — District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **ARTHUR D. ARCHAM-**
 No 9658. } **BAULT,** marchand-
 tailleur, de Montréal, Demandeur; contre les terres
 et tenements de **J. J. MOORE**, du Sault-au-
 Récollet, dis district, Défendeur.

1° Les droits du défendeur comme légataire en
 usufruit et grevé de substitution en vertu du testa-
 ment de sa mère, **Dame Elizabeth Myler**, épouse en
 seconde noces de **James Main**, absent de la provin-
 ce de Québec, en date du 23 février 1903, devant
M. Fahey, notaire, dans l'immeuble ci-après men-
 tionné, savoir :

Un lot de terre situé dans le village du Sault-au-
 Récollet, comté d'Hochelaga, district de Montréal
 — avec bâtisses y érigées; borné en front par le
 chemin du Roi, connu et désigné sur le plan et au
 livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-
 Récollet, sous le No 219.

2° La faculté d'exercer le réméré des droits du
 défendeur comme légataire en usufruit et grevé de
 substitution en vertu du testament de **Dame Elizabeth**
Myler, épouse en seconde noces de **James**
Main, absent de la province de Québec, en date du
 23 février 1903, devant **M. Fahey**, notaire, la dite
 faculté de réméré régie par un acte de vente
 à réméré, en date du 27 juin 1904, devant
E. Dessaulniers, notaire, à Montréal, fait à **Edouard**
C. Perkins, hôtelier, de la ville de Saint-Louis, dis-
 trict de Montréal, qui en est l'acquéreur sous con-
 dition résolutoire de cette faculté de réméré pour
 un terme de cinq ans dans les deux immeubles ci-
 après décrits, savoir :

Un emplacement sis et situé dans le quartier
 Saint-Joseph, de la cité de Montréal, sur le côté
 sud-ouest de la rue Cathédrale — avec les bâtisses
 dessus-érigées, et composé de la moitié nord-est du
 lot connu et désigné sous le numéro (732), sept cent
 trente-deux, sur le plan et au livre de renvoi
 officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de
 Montréal, mesurant la dite moitié nord-est 98
 pieds de front sur 37 pieds de profondeur; bornée
 en front par la rue Cathédrale, en arrière par l'autre
 moitié sud-ouest du dit lot numéro 732, d'un côté
 par le lot numéro 731, et de l'autre côté par le lot
 numéro 733, tous les dits numéros des dits plan et

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court. — District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE TOWN OF WEST-**
 No. 15959. } **MOUNT,** a body corporate,
 having its place of business in the town of West-
 mount, said district, Plaintiff; against the lands and
 tenements of **DAME BLANCHE LIONAIS**, wife
 separate as to property of **Charles E. Conrad**, of
 the town of Westmount, said district, and the said
Charles E. Conrad for the purpose of authorizing
 his said wife herein, Defendant.

A lot of land situated in the town of Westmount,
 known and designated as resubdivision number
 eleven C, twelve C and thirteen E, of the subdivi-
 sion numbers eleven, twelve and thirteen respective-
 ly of lot two hundred and eight (208), on the official
 plan and book of reference of the municipality of
 the parish of Montreal, containing said three lots a
 total frontage of fifty feet in width and forty-nine
 feet nine inches in rear, by a depth of two hundred
 and five feet eleven inches on the north west side,
 and two hundred feet four inches on the south east
 side, english measure, more or less; bounded in front
 by Claremont Avenue, in rear by lot 208-13 C, on
 the north west side by lot 208-11 B, 12 B and 13 D,
 and on the south east side by lots 208-19, 208-18,
 208-17, on said official plan.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
 on the **EIGHTH** day of **SEPTEMBER** next, at
TEN of the clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
 Montreal, 3rd August, 1904. 2592

[First published, 6th August, 1904.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court — District of Montreal.

Montreal to wit : } **ARTHUR ARCHAM-**
 No. 9658 } **BAULT,** merchant tailor,
 of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements
 of **J. J. MOORE**, of Sault au Recollet, in said
 district, Defendant.

1. The rights of defendant as usufructuary legatee
 and charged with a substitution under the testament
 of his mother, **Dame Elizabeth Myler**, wife in her
 second marriage of **James Main**, absent from the
 province of Quebec, dated the 23rd of February,
 1903, before **M. Fahey**, notary, in the immovable
 hereinafter mentioned, to wit :

1. A lot of land situated in the village of Sault
 au Recollet, in the county of Hochelaga, district of
 Montreal — with buildings thereon erected; bounded
 in front by the King's highway, known and described
 on the official plan and book of reference of the
 parish of Sault au Recollet, under the number 219.

2. The power to exercise the redemption (le ré-
 méré) of the rights of the Defendant as usufruc-
 tuary legatee and charged with a substitution with
 the testament of **Dame Elizabeth Myler**, wife in her
 second marriage of **James Main**, absent from the
 province of Quebec, dated the 23rd February, 1903,
 before **M. Fahey**, notary, the said right of redemp-
 tion being regulated by a deed of sale à réméré,
 dated the 27th June, 1904, before **E. Dessaulniers**,
 notary, at Montreal, made to **Edward C. Perkins**,
 hotel keeper, of the town of St. Louis, district of
 Montreal, who is the purchaser under the resolatory
 condition of this power of redemption for a period
 of five years in the two immovables hereinafter
 described, to wit :

A lot situated and being in Saint Joseph ward,
 in the city of Montreal, on the south west side of
 Cathedral street — with the buildings thereon
 erected, and consisting of the north east half of the
 lot known and distinguished under the number
 seven hundred and thirty two (732), on the official
 plan and book of reference of Saint Antoine ward,
 in the city of Montreal, the said north east half
 measuring 98 feet in front by 37 feet in depth;
 bounded in front by Cathedral street, in rear by
 the other south west half of the said lot number
 732, on one side by the lot number 731, and on the
 other side by the lot number 733, all the said num-

livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, ainsi que dans un autre lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Joseph, de la cité de Montréal—avec les bâtisses dessus-érigées, formant le coin est des rues Saint-Jacques et Cathédrale, et étant la partie sud-est du lot connu et désigné sous le numéro 792, sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, savoir : toute la portion restant du dit lot après avoir distraité la lisière de terrain d'a peu près 30 pieds, mesure anglaise, en profondeur sur la rue Saint-Jacques, pour l'élargissement de cette dernière rue ; bornée au nord-ouest par la partie nord-ouest du dit lot exproprié par la cité de Montréal, et formant partie de la rue Saint-Jacques, du côté sud-ouest par le lot numéro 791, du côté nord-est par le lot numéro 793, les dits deux numéros des susdits plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, et du côté sud-est par la rue Cathédrale.

Pour être vendus à mon^{de} bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 3 août, 1904. 2597.2
[Première publication, 6 août 1904.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS

Quebec, à savoir : } GEORGES VILLENEUVE ;
No 565. } contre GEORGES ROY,
à savoir :

Le lot No 382 (trois cent quatre-vingt-deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, étant un lot de terre situé sur un chemin circulant autour du village—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, le TRENTEIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Québec, 24 août 1904. 2835
[Première publication, 27 août 1904.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Richelieu

Sorel, à savoir : } CHARLES JOHN CAMPBELL
No 333. } WURTELE, écuyer, avocat, de
la cité de Sorel, dans le district de Richelieu, Demandeur : contre LOUIS LARIVIERE, fils d'Antoine, de la paroisse de Saint-David, dans le district de Richelieu, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-David, en la concession Sainte-Louise, étant le lot numéro deux cent quatre-vingt-un (No 281), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-David, d'un arpent et demi de front sur vingt-quatre arpents

bers of the said official plan and book of reference of the said Saint Antoine ward, as well as in another lot of land situate and being in Saint Joseph ward, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected, forming the east corner of the Saint Jacques and Cathédrale streets, and being the south east part of the lot known and described under the number 792, on the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, in the city of Montreal, to wit : all the portion remaining of the said lot after having deducted the strip of ground of about thirty feet, english measure, in depth on Saint James street, for the widening of the said last mentioned street ; bounded on the north west by the north west portion of the said lot expropriated by the city of Montreal, and forming part of Saint James street, on the south west side by the lot number 791, on the north east side by the lot number 793, the said two numbers of the above mentioned official plan and book of reference of Saint-Antoine ward, and on the south east side by Cathedral street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of SEPTEMBER next, at TWO of the clock in the afternoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 3rd August, 1904. 2598
[First published, 6th August, 1904.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } GEORGES VILLENEUVE ;
No. 565. } against GEORGES ROY, to
wit :

Lot No. 382 (three hundred and eighty two), of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, being a lot of land situated on the road running around the village—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Charlesbourg, county of Quebec, on the THIRTIETH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, 24th August, 1904. 2836
[First published, 27th August, 1904.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } CHARLES JOHN CAMPBELL
No. 333. } WURTELE, esquire, advoc-
ate, of the city of Sorel, in the district of Richelieu, Plaintiff ; against LOUIS LARIVIERE, son of Antoine, of the parish of Saint David, in the district of Richelieu, Defendant.

A piece of land situate in the parish of Saint David, in the Sainte Louise concession, being lot number two hundred and eighty one (No 281), of the official cadastre of the said parish of Saint David, containing one arpent and a half in front

et trois quarts de profondeur, le tout plus ou moins
—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de Saint-David, le VINGT-HUI-
TIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, à
DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 23 août 1904. 2831
[Première publication, 27 août 1904.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir : } FRANCOIS XAVIER
No 1465. } GAGNON, Demandeur ;
vs ZEPHIRIN HARVEY, Défendeur.

Une terre située dans le cinquième rang du canton
Settrington, dans la paroisse de St Hilarion, et dési-
gnée sur les plan et livre de renvoi du cadastre offi-
ciel de la dite paroisse, sous le numéro deux B (2B)
du dit rang—sans bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint
Hilarion, le DIXIÈME jour de SEPTEMBRE pro-
chain, à DIX heures du matin.

ELIE MALTAIS,

Bureau du Shérif, Shérif.
Malbaie, 1er août 1904. 2557.2
[Première publication, 6 août 1904.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HÉRITAGES sous mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.
MANDAT DE CURATEUR.**

Cour Supérieure.

Canada, } IN RE L. S. PLA-
Province de Québec, } MONDON, Failli ;
District d'Arthabaska. } et H. LAMARRE,
No 179. } Curateur.

1° Un terrain situé en la ville d'Acton, comté de
Bagot, autrefois Acton Vale, étant connu comme
étant partie du lot numéro trois cent cinquante-
huit (No 358), aux plan et livre de renvoi officiels de
la paroisse de Saint-André d'Acton, contenant trois
arpents suivant le chemin de la Compagnie du
Grand Tronc, et deux arpents suivant le terrain
appartenant aujourd'hui à Moïse Ménard, lequel
terrain est renfermé dans les bornes suivantes :
à l'est par le terrain appartenant à Moïse Ménard
ou à ses représentants, au sud par le terrain appa-
rtenant à la Compagnie du Grand Tronc, à l'ouest et
au nord par le terrain appartenant à Antoine
Demers.

2° Un autre emplacement sis et situé au même
lieu, dans la ville d'Acton, contenant une maison
en brique, et comprenant trois lots de terre, connus
et désignés sous les numéros trois cent quarante et
un, trois cent quarante-deux et trois cent quarante-
trois (Nos 341, 342, 343), aux plan et livre de renvoi
officiels du village d'Acton Vale, aujourd'hui ville
d'Acton.

by about twenty four arpents and three quarters
in depth, the whole more or less—with the build-
ings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the
parish of Saint David, on the TWENTY EIGHTH
day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the
forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 23rd August, 1904. 2832
[First published, 27th August, 1904.]

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit : } FRANCOIS XAVIER
No. 1465. } GAGNON, Plaintiff ; vs
ZEPHIRIN HARVEY, Defendant.

A lot of land situated in fifth range of the town-
ship of Settrington, in the parish of Saint Hilarion,
and designated on the plan and book of reference of
the official cadastre of the said parish, under the
number two B (2 B), of the said range—without
buildings.

To be sold at the church door of Saint Hilarion,
on the TENTH day of SEPTEMBER next, at
TEN of the clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,

Sheriff's Office, Sheriff.
Malbaie, 1st August, 1904. 2558
[First published, 6th August, 1904.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.
CURATOR'S WARRANT.**

Superior Court.

Canada, } IN RE L. S. PLAMON-
Province of Québec, } DON, Insolvent ; and
District of Arthabaska, } H. LAMARRE, Curator.
No. 179.

1° A lot of land situate in the town of Acton,
Bagot county, formerly Acton Vale, known as part
of lot number three hundred and fifty eight (No 358),
of the plan and book of reference for the parish of
St André d'Acton, containing three acres following
the road of the Grand Trunk Company and two acres
following the land belonging to Moïse Ménard, which
land is bounded as follows : to the east by the land
belonging to Moïse Ménard or representatives, to the
south by the land of the Grand Tronc, to the
west and to the north by the land belonging to An-
toine Demers.

2° Another lot of land or emplacement situate at
the same place, in the town of Acton, with
a brick house, and comprising three lots of
land, known and designated as lots numbers three
hundred and forty one, three hundred and forty two
and three hundred and forty three (Nos. 341, 342,
343), of the official plan and book of reference for
the village of Acton Vale, now the town of Acton.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-André d'Acton, en la ville d'Acton, le SEPTIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 3 août 1904. 2613.2
[Première publication, 6 août 1904.]

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint André d'Acton, in the town of Acton, on the SEVENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 3rd August 1904. 2614
[First published, 6th August, 1904.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS
Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } **CYPRIEN DUMAS,**
No 53. } Demandeur ; contre
DOSITHEE THIBAUT, Défendeur.

Un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, dans la concession appelée " Rivière à la Lime ", désigné par le numéro six cent quarante-neuf (649), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'icelle paroisse—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, le HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 3 août 1904. 2601.2
[Première publication, 6 août 1904.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } **DÉSIRÉ DES-**
No 501. } **CHENES,** Deman-
deur ; contre **NAZAIRE LEBEL,** Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Théophile du Lac, contenant trois arpents de largeur sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins ; bornée en front par le chemin public, en profondeur aux terres du rang Saint-Joseph, du côté sud par Edouard Carrier, du côté nord par Pierre Gélinas, laquelle terre est maintenant connue dans le rang Saint-Léon Nord, sous le numéro quinze (15), et forme partie du lot numéro vingt-cinq (25), du Block B des plan et livre de renvoi officiels pour une partie du canton Radnor—avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Théophile du Lac, le NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 3 août 1904. 2599.2
[Première publication, 6 août 1904.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } **CYPRIEN DUMAS,**
No. 53. } Plaintiff ; vs **DOSI-**
THEE THIBAUT, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Sainte Geneviève de Batiscan, in the concession called " Rivière à la Lime ", designated by number six hundred and forty nine (649), on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Geneviève de Batiscan, on the EIGHTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 3rd August, 1904. 2602
[First published, 6th August, 1904.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Superior Court—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } **DÉSIRÉ DESCHESNES,**
No. 501. } Plaintiff ; against
NAZAIRE LEBEL, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Théophile du Lac, containing three arpents in width by twenty arpents in depth, more or less ; bounded in front by the public highway, in depth to the lands of Saint Joseph range, on the south side by Edouard Carrier, on the north side by Pierre Gélinas, which land is now known in the Saint Leon North range, under the number fifteen (15), and forming part of lot number twenty five (25), of Block B, on the official plan and book of reference for a part of Radnor township—with buildings erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Théophile du Lac, on the NINTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 3rd August, 1904. 2600
[First published, 6th August, 1904.]

PROVINCE DE QUÉBEC.

CITÉ DE SALABERRY DE VALLEYFIELD.

Un avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la cité de Salaberry de Valleyfield, que les immeubles ci-après mentionnés seront vendus à l'enchère publique, à la salle des délibérations du conseil de la dite cité, MARDI, le QUATRIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes, réclamations et autres redevances municipales dues à la municipalité scolaire de la dite cité de Salaberry de Valleyfield, à moins que les dites redevances municipales et cotisations scolaires ne soient payées avec les frais avant la vente, savoir :

PROVINCE OF QUEBEC.

CITY OF SALABERRY OF VALLEYFIELD.

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary treasurer of the city of Salaberry of Valleyfield, that the hereafter mentioned immoveable properties shall be sold at public auction, in the meeting room of the council of the said city, on TUESDAY, the FOURTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon, for taxes, claims and other municipal taxes due to the said city, and for school taxes due to school municipality of the city of Salaberry of Valleyfield, unless said municipal dues and school taxes, together with the cost, then incurred, be paid before the sale, to wit :

Nom du propriétaire. — Name of the proprietor.	Qualité. — Occupation.	No. du cadastre. Cadastral number.	Taxes et redevances municipales. Municipal taxes and dues.	Cotisations scolaires School taxes.	Total
Jos. Benoit, fils de—son of Honoré....	Contre-maitre—Foreman	280	\$26 51	\$15 05	\$41 56
Napoléon Hébert.....	Journalier—Laborer....	516	20 50		20 50
Moïse Brassard.....	Peintre—Peintre.....	388	7 68	1 70	9 38
Xavier Champeau.....	Artisan—Laborer.....	518	5 66	1 90	7 56
Daniel Champeau.....	do.....	520-25	9 48	1 40	10 88
Dame—Mrs. Jos. Hébert.....	do.....	522	13 86		13 86
Herménégilde <i>alias</i> Herminie Boyer....	do.....	95-451-452	4 15	0 68	4 83
Moïse Lefort.....	do.....	6-60	12 15	2 85	15 00
Pierre Laberge.....	do.....	95-233	5 00		5 00
Narcisse Préjant.....	do.....	Pt. 729	11 33	2 10	13 43
Polycarpe Montreuil.....	Menuisier—Joiner.....	494	45 05	8 05	53 10
Moïse Sauvé, fils de—son of Jos.....	Artisan—Laborer.....	618	8 71	0 90	9 61
Dalhousie Sauvé.....	do.....	Pt. 492	7 85		7 85
J. B. Leduc, fils de—son of Ant.....	do.....	92-151	8 75	1 25	10 00
J. B. Poirier.....	do.....	93-80	10 84	7 75	18 59
Albert Théorêt.....	do.....	619	9 75	0 40	10 15
Frs. Lalonde, fils de—son of Hyac.....	do.....	701	15 65		15 65
Fortunat Brais.....	Hôtelier—Hotelkeeper..	742	135 00		135 00
Joachim Primeau.....	Artisan—Laborer.....	825-1	11 07	6 15	17 21
Célestin Boyer.....	do.....	828	12 80	1 90	14 70
Succ. Louis Montpetit.....	do.....	601	11 20	2 75	13 95
Herminie <i>alias</i> Herménégilde Théorêt..	do.....	843-46	8 00	1 40	9 40

(Signé)—(Signed) C. A. LAVIMODIERE,
Secrétaire-trésorier de la cité de Salaberry de Valleyfield.
Secretary treasurer of the city of Salaberry of Valleyfield.

Vraie copie—True copy,
C. A. LAVIMODIERE,
Sec.-trés. de la cité de Salaberry de Valleyfield.
Sec. treas. of the city of Salaberry of Valleyfield.
Salaberry de Valleyfield, 10 août—10th August, 1904.

2697 08:

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 11 août 1904, de nommer M. Cajetan Vézina, d'Hébertville, agent des terres et des bois pour la division centrale de l'agence du Lac Saint Jean.

2841

Appointment

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 11th of August, 1904, to appoint Mr. Cajetan Vezina, of Hebertville, crown lands and timber agent for the central agency of Lake Saint John.

2842

Proclamation

Canada,
Province de }
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION.

THEO'S. H. OLIVER, }
Assistant-Procureur-Général }
suppléant. } **A**TTENDU que
par le statut
passé par le Parle-
ment du Canada, dans les cinquante-septième et cinquante-huitième années du Règne de feu Sa Majesté la Reine Victoria, chapitre cinquante-cinq, il est décrété que le premier lundi de septembre sera à l'avenir un jour non juridique, connu sous le nom de FETE DU TRAVAIL.

ET ATTENDU qu'il est à propos que le dit premier lundi de septembre soit déclaré jour non juridique dans notre province de Québec.

A CES CAUSES, par et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province de Québec, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes, réglons et ordonnons que LUNDI, le CINQUIEME jour de SEPTEMBRE prochain (1904), est et sera considéré jour non juridique comme fête du travail dans Notre dite province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, le VINGT-CINQUIEME jour d'A O U T, dans l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent quatre et dans la quatrième année de Notre Règne.

Par ordre,

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

2853

ERRATUM.

Page 1231 du 20 août 1904, Liquidation, il faut lire dix heures et demie au lieu de dix heures.

2851

Proclamation

Canada,
Province of }
Quebec.
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

THEO'S. H. OLIVER, }
Acting Assistant Attorney- }
General. } **W**HEREAS by the
act passed by the
Parliament of Canada,
in the fifty seventh and fifty eighth years of the
Reign of Her late Majesty Queen Victoria, chapter
fifty five, it is enacted that the first Monday of
September shall in future be a non-judicial day,
known under the name of LABOR DAY.

AND WHEREAS it is proper that the said first Monday of September be declared a non-judicial day in Our said province of Quebec.

NOW KNOW YE, that by and with the advice and consent of the Executive Council of Our province of Quebec, We have enacted and ordered, and do hereby enact and order, that MONDAY, the FIFTH day of SEPTEMBER next (1904), is and shall be a non-judicial day as labor day, in Our said province of Quebec.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY FIFTH day of AUGUST, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and four, and in the fourth year of Our Reign.

By command,

AMD. ROBITAILLE,
Provincial Secretary.

2854

ERRATUM.

Page 1231 of the 20th of August, in Liquidation, read half past ten instead of ten o'clock.

2852

Avis du Gouvernement

1990-04.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Dissolution d'une corporation scolaire.

Je donne avis par le présent que les syndics d'écoles pour la municipalité de la ville de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, ayant laissé écouler une année sans avoir d'école en activité, dans leur propre municipalité ou conjointement avec d'autres syndics ou commissaires d'écoles de leur croyance religieuse, dans une municipalité voisine, je recommanderai, dans trois mois après la première publication de cet avis, au lieutenant-gouverneur en conseil, d'abolir la corporation de ces syndics d'écoles.

BOUCHER DE LABRUERE,
Surintendant de l'Instruction publique.
Département de l'Instruction publique.
Québec, 27 août 1904. 2839

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2288. }

Dame Rachel Coveler, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Isidor Docks, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Isidor Docks, du même lieu, commerçant, Défendeur.

La demanderesse a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, le défendeur.

CRANKSHAW & COUPER,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 25 août 1904. 2849

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Smith & Co, 45, rue Bleury, Montréal, Faillis.

Avis est par le présent donné que le 25e jour d'août, par ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur aux biens des dits faillis qui en ont fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de leurs créanciers,

Les réclamations assermentées doivent être déposées devant moi sous un mois de cet avis.

JOHN McD. HAINS,
Curateur.
Bâtisse Fraser, 43, Saint Sacrement.
Montréal, 25 août 1904. 2843

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
No 1018. }

Dans l'affaire de Alfred Dompierre, boulanger, de la cité de Hull, district d'Ottawa, Débiteur insolvable.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur est un commerçant qui a cessé ses paiements, a laissé la province et a été forcé de faire, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de

Government Notice

1990.04.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Dissolution of the school corporation.

I hereby give notice that the school trustees of the municipality of the town of Chicoutimi, in the county of Chicoutimi, have allowed a year to elapse without having a school in their own municipality or jointly with other trustees of their own religious faith, in an adjoining municipality, I therefore give notice that after three months from the first publication of this notice, I will recommend to the Lieutenant Governor in council, to abolish the corporation of these school trustees.

BOUCHER DE LA BRUERE,
Superintendent of Public Instruction.
Department of Public Instruction.
Quebec, 27th August, 1904. 2840

Miscellaneous Notices

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2288. }

Dame Rachel Coveler, of the city and district of Montreal, the wife *commune en biens* of Isidor Docks, of the same place, trader, and duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff ;

vs

Isidor Docks, of the same place, trader, Defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action in separation as to property from her husband, the defendant.

CRANKSHAW & COUPER, "
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 25th August, 1904. 2850

Bankrupt Notices

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Smith & Co., 45, Bleury street, Montreal, Insolvents.

Notice is hereby giving that on the 25th August, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvents abandoned by them for the benefit of their creditors.

Sworn claim must be filed with me within thirty days from this notice.

JOHN McD. HAINS,
Curator.
Fraser Building, 43, Saint Sacrement street.
Montreal, 25th August, 1904. 2844

Province of Québec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*
No. 1018. }

In the matter of Alfred Dompierre, baker, of the city of Hull, district of Ottawa, Insolvent debtor.

Notice is hereby given that the said debtor is a trader who has ceased his payments, has left the province, and has been forced, this day, to make a judicial abandonment of his property for the benefit

ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Hull.

H. LAUZON,
Gardien provisoire.

L. A. Le Duc,
Procureur de la créancière.
Hull, 22 août 1904.

2845

Province de Québec,
District des Trois-Rivières }
No. 150. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Moses Goldenberg, marchand,
Grand'Mère, Qué., Failli.

Avis public est, par le présent donné qu'un premier bordereau de dividende amendé a été préparé dans cette affaire, et sera payable le 16 septembre, à nos bureaux.

Toute contestation du dit bordereau devra être produite avant cette date.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Curateurs conjoints.

41, Edifice des Tramways, Montréal. 2847

of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, at Hull.

H. LAUZON,
Provisional guardian.

L. A. Le Duc,
Creditor's attorney.
Hull, 22nd August, 1904.

2846

Province of Quebec,
District of Three Rivers }
No. 150. } *Superior Court*

In the matter of Moses Goldenberg, merchant,
Grand'Mère, Insolvent.

Public notice is hereby given that a first dividend sheet amended has been prepared in this matter, and will be payable on the 16th September, at our offices.

Any opposition to the said dividend must be filed before that date.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Joint curators.

41, Street Railway Building, Montreal. 2848

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 35.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—Dmes Boisvert vs Gélinas, 1258 ; Caron vs Poulin, 1258 ; Charette vs Hurtubise, 1259 ; Collette vs Lalongé, 1260 ; Coveler vs Docks, 1276 ; Dwyer vs Parker, 1258 ; Dubé vs Bureau, 1260 ; Latendresse vs Tétrault, 1258 ; Leclaire vs Brunet, 1257 ; Marcotte vs Matard, 1260 ; Perreault vs Bourret, 1259 ; Tétrault vs Lucier, 1259 ; Villeneuve vs Lamoureux, 1257.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dmes Boissel vs Dalpé, 1260 ; Chilson vs Sevrens, 1258 ; Gagné vs Beaudoin, 1260 ; Lacasse vs Papineau, 1258 ; Lefebvre vs Poitevin, 1259 ; Orcutt vs Peebles, 1259.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1247.

AVIS :—Assemblée générale annuelle :—Châteauguay & Northern Railway, 1260 ; Dissolution d'une corporation scolaire :—Municipalité de la ville de Chicoutimi, 1276 ; Compagnie Grand Union Hotel, 1257 ; Etat des recettes et paiements de la province de Québec, 1250.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1255 ; Conseil législatif, 1254.

CERCLES AGRICOLES :—Formation de :—Municipalité de la partie nord du canton Metgermette, 1248.

ERRATA :—Page 1231, du 2 août 1904, 1275 ; Page 1239, du 20 août 1904, 1248.

FAILLIS :—Bailey, 1261 ; Beaulieu, 1262 ; Bédard, 1262 ; Bertrand, 1263 ; Dallaire, 1261 ; Dawes, 1261 ; Dme Lafrance, 1263 ; Dompierre, 1276 ; Fortin, 1262 ; Fortin, 1262 ; Fyfe, 1261 ; Goldenberg, 1277 ; Jasmin & Grenier, 1261 ; Klineberg, 1261 ; Lambert & Fils, 1263 ; Lemire, 1262 ; Smith & Co, 1276.

LIQUIDATION :—The Citizens Insurance Company of Canada, 1263.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 35.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dmes Boisvert vs Gélinas, 1258 ; Caron vs Poulin, 1258 ; Charette vs Hurtubise, 1259 ; Collette vs Lalongé, 1260 ; Coveler vs Docks, 1276 ; Dwyer vs Parker, 1258 ; Dubé vs Bureau, 1260 ; Latendresse vs Tétrault, 1258 ; Leclaire vs Brunet, 1257 ; Marcotte vs Matard, 1260 ; Perreault vs Bourret, 1259 ; Tétrault vs Lucier, 1259 ; Villeneuve vs Lamoureux, 1257.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—Dmes Boissel vs Dalpé, 1260 ; Chilson vs Sevrens, 1258 ; Gagné vs Beaudoin, 1260 ; Lacasse vs Papineau, 1258 ; Lefebvre vs Poitevin, 1259 ; Orcutt vs Peebles, 1259.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c., 1247.

NOTICE :—General annual meeting :—Châteauguay and Northern Railway, 1260 ; Dissolution of a school corporation :—Municipality of the town of Chicoutimi, 1276 ; Compagnie Grand Union Hotel, 1257 ; Statement of the receipts and expenditure of the province of Québec, 1250.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1255 ; Legislative Council, 1254.

FARMERS' CLUBS :—Formation of :—Municipality of the north part of the township Metgermette 1248.

ERRATA :—Page 1231, of the 20th August, 1904, 1275 ; Page 1239, of the 20th August, 1904, 1248.

INSOLVENTS :—Bailey, 1261 ; Beaulieu, 1262 ; Bédard, 1262 ; Bertrand, 1263 ; Dallaire, 1261 ; Dawes, 1261 ; Dme Lafrance, 1263 ; Dompierre, 1276 ; Fortin, 1262 ; Fortin, 1262 ; Fyfe, 1261 ; Goldenberg, 1277 ; Jasmin & Grenier, 1261 ; Klineberg, 1261 ; Lambert & Fils, 1263 ; Lemire, 1262 ; Smith & Co, 1276.

LIQUIDATION :—The Citizens Insurance Company of Canada, 1263.

NOMINATION : — Conseillers : — Municipalité du village de Sainte-Geneviève, 1247.	APPOINTMENT : — Councillors : — Municipality of the village of Sainte Geneviève, 1247.
NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT : — Par Jos. Ed. Murdock McKenzie, 1249.	NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER : — By Jos. Ed. Murdock McKenzie, 1249.
PROCLAMATIONS : — Convocation des chambres, 1248 ; Fête du Travail, 1275.	PROCLAMATIONS : — Parliament convoked, 1248 ; Labor Day, 1275.
RATIFICATION : — Dénault & Guérin, 1264.	RATIFICATION : — Dénault & Guérin, 1264.
VENTES POUR TAXES MUNICIPALES : — Ville de Hull, 1273 ; Ville de Salaberry de Valleyfield, 1274.	SALES FOR MUNICIPAL TAXES : — Town of Hull, 1273 ; Town of Salaberry de Valleyfield, 1274.
VENTES PAR LES SHERIFFS :	SHERIFFS' SALES :
ARTABASKA : — Plamondon, failli, 1265.	ARTABASKA : — Plamondon, insolvent, 1265.
BEAUCE : — LaRue vs Gilbert, 1265.	BEAUCE : — LaRue vs Gilbert, 1265.
BEAUHARNOIS : — Dme Sylvester vs Beaune, 1266.	BEAUHARNOIS : — Dme Sylvester vs Beaune, 1266.
CHICOUTIMI : — L'hon. Shehyn vs Paradis, 1266 ; Villeneuve, failli, 1267.	CHICOUTIMI : — L'hon. Shehyn vs Paradis, 1266 ; Villeneuve, insolvent, 1267.
KAMOURASKA : — Chapleau vs Lajoie, 1267.	KAMOURASKA : — Chapleau vs Lajoie, 1267.
MONTREAL : — Archambault vs Moore, 1269 ; Dme Achin et al vs Borduas, 1268 ; La ville de Westmount vs Dme Lionais, 1269.	MONTREAL : — Archambault vs Moore, 1269 ; Dme Achin et al vs Borduas, 1268 ; The town of Westmount vs Dme Lionais, 1269.
RICHELIEU : — Wurtele vs Larivière, 1270.	RICHELIEU : — Wurtele vs Larivière, 1270.
SAGUENAY : — Gagnon vs Harvey, 1171.	SAGUENAY : — Gagnon vs Harvey, 1171.
SAINT-HYACINTHE : — Plamondon, failli, 1271.	SAINT HYACINTH : — Plamondon, insolvent, 1271.
TROIS-RIVIÈRES : — Deschênes vs Lebel, 1272 ; Dumas vs Thibault, 1272.	THREE RIVERS : — Deschênes vs Lebel, 1272 ; Dumas vs Thibault, 1272.